

ZOLTÁN SERFÓZÓ  
(Université Attila József – Hongrie)

## Exportation de capitaux française aux pays balkaniques entre 1880–1914

A la fin de la période analysée, les pays balkaniques étaient les suivants: la Serbie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, le Monténégro et l'Albanie. Ce dernier ne s'est créé qu'en 1913, à l'issue de la conférence de Londres qui a mis fin aux guerres balkaniques. Durant cette période, la future Albanie faisait partie de l'Empire Ottoman duquel l'auteur ne s'occupe pas. Quant à la population du Monténégro, elle dépassait à peine celle du Luxembourg, ainsi ce pays était presque négligeable du point de vue de l'exportation des capitaux. Il nous reste quatre petits pays qui avaient plusieurs traits communs. Tous les quatre se sont définitivement échappés à des formes différentes de la domination turque au dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, leurs Etats nationaux se sont organisés sur des territoires de populations mixtes. Ces pays n'avaient ni des frontières traditionnelles comme celle entre le Portugal et l'Espagne ni des frontières naturelles comme celle de l'Espagne et de la France. C'est pourquoi ces peuples exigeaient des Etats nationaux assez forts pour défendre les frontières ou pour élargir le territoire „en libérant les siens”. Pour cette raison, on devait rapidement organiser les armées et les administrations. Et c'était évidemment très coûteux...

Outre cela, ces pays devaient s'insérer de nouveau au courant principal du développement de l'économie européenne. L'exigence de créer un système bancaire moderne, du commerce, de l'industrie et des transports – surtout des transports ferroviaires –, était impitoyable. Pour ces immenses devoirs économiques et sociaux, l'accumulation intérieure des capitaux – qui était la plus importante en Grèce et la plus faible en Bulgarie – n'était pas suffisante; ainsi une immense exigence de capitaux s'est présentée dans chacun de ces quatre pays nouveaux.

Avant la Première guerre mondiale, la France était le deuxième exportateur de capitaux du monde. Il est évident que les pays balkaniques sont devenus, dès leur naissance, les partenaires de cette exportation. Après l'étude d'une partie de la vaste bibliographie de cette question, on peut analyser le problème de deux points de vue:

1. Quel était le rôle du Balkan dans l'exportation totale des capitaux français?
2. Que signifiait la présence du capital français pour ces pays dans la mise en marche de leur modernisation économique?

D'après l'évaluation bien connue de Bouvier, l'exportation des capitaux français faisait un total de 15.5 milliards de francs en 1882. Cette somme s'est doublée jusque 1902 (29.1 milliards de francs) et s'est triplée jusque 1914 (45.5 milliards de francs). Si on examine les proportions des différentes régions, il devient très apparent que la proportion de l'exportation de capitaux au Balkan a augmenté d'une manière dynamique. En 1882, seulement 1.53% de l'exportation totale se dirigeait aux pays balkaniques (230 000 francs); en 1902 3.1% (900 000 francs) et en 1914 presque 6% (2.7 milliards de francs). A l'époque où l'exportation totale s'est triplée, celle des pays balkaniques est devenue dix fois plus grande.<sup>1</sup> Dans cette période on peut constater un développement pareil dans le cas de la Russie et de l'Amérique. Ces derniers ont reçu presque la moitié de l'exportation de capitaux française (la Russie 27.6%, l'Amérique 20.4%). Les pays méditerranéens de l'Europe (l'Espagne, l'Italie, le Portugal), les pays de l'Europe Centrale (l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Suisse), la Turquie, l'Égypte et les colonies françaises ont aussi précédé les pays balkaniques avec leurs proportions de 9% dans l'exportation totale.

Si on examine d'un point de vue quantitatif le rôle du Balkan, il semble être secondaire. En énumérant la quantité de francs exportés pour une personne, on peut constater que le Balkan était à la première place avant 1914. N'oublions pas qu'en 1910 la Roumanie avait 7 millions, la Bulgarie 4.3 millions, la Serbie 2.9 millions et la Grèce 2.8 millions d'habitants, faisant un total de 17 millions qui n'était égal qu'à une demie-Italie. Néanmoins ces quatre pays balkaniques recevaient 2.7 milliards de francs tandis que les trois pays sud-européens n'en ont reçu que 4.1 milliards.

On peut résumer que l'exportation de capitaux française pour le Balkan était relativement importante et assurait pour le capital français une présence marquante dans cette région de l'Europe. Par suite, on peut poser la question très passionnante: Quel profit était à tirer par la France de cette présence?

Avant d'entrer dans cette question, examinons la proportion du capital français face aux autres exporteurs de capitaux. Elle était différente dans chacun des quatre pays. Ce qui peut être le plus surprenant, c'est le fait que dans cette période, la proportion française dans l'exportation de capitaux était la plus élevée en Grèce et en Bulgarie et la moindre en Roumanie. En 1909, le capital français faisait 52% du capital étranger investi en Grèce, et précédait ainsi le capital anglais ne faisant que

---

<sup>1</sup> Histoire économique et sociale de la France éd. par F. Braudel-E. Labrousse, Paris, 1979, IV/1 p. 239.

30%.<sup>2</sup> C'est très remarquable en sachant que l'Etat moderne grec était presque une création anglaise.

Entre 1896 et 1905, la proportion française oscillait entre 50 et 60% en Bulgarie, y compris les emprunts et les investissements. Jusque 1909, la France était une sorte de maître souverain financier de la Bulgarie.<sup>3</sup>

Face à la Grèce et la Bulgarie, la présence du capital français était plus modeste en Roumanie. Par la mise en route de la modernisation économique roumaine, les emprunts sont devenus absolument nécessaires et faisaient un total de 1 milliards de francs entre 1864-1900 et 1.7 milliards entre 1900-1914. 52% de ces emprunts ont été assurés par l'Allemagne et 30% par le capital français. Si on examine les investissements, et surtout ceux de l'industrie pétrole, le retard du „grand frère latin de l'Occident” – aussi favorisé par l'élite roumaine – devient encore plus remarquable. En 1914, le capital français ne participait dans l'investissement industriel total qu'avec une proportion de 7.3%. Pour faire une comparaison: la participation allemande était 23.7%, celle du capital hollandais 19.5%, l'anglaise 18.8%, l'austro-hongroise 12.9% et la belge 7.3%.<sup>4</sup> En résumant: quant aux emprunts roumains, la France occupait une deuxième place de distance derrière l'Allemagne; dans les investissements industriels, son rôle n'était pas important. Ce dernier était le cas unique de la Roumanie, si on la compare aux autres pays balkaniques.

Le quatrième pays, la Serbie, a occupé une place intermédiaire entre les deux extrémités. Quant aux emprunts d'Etat, la France était le premier créancier, mais pas avec une telle dominance qu'en Grèce ou en Bulgarie. En même temps, la présence française était beaucoup plus décisive pour l'industrie minière serbe exigeant beaucoup de capitaux qu'au cas de l'industrie pétrole roumaine. Les mines de cuivre de Bor étaient ouverts par des sociétés françaises; les mines de plomb, d'antimoine etc. par des sociétés mixtes. Il est ici intéressant que les sociétés françaises se liaient surtout aux partenaires belges, anglais ou autrichiens.<sup>5</sup>

On a donc prouvé l'importance de l'exportation de capitaux française pour les pays balkaniques. Il faut jeter encore un coup d'oeil bref aux principales formes de

---

<sup>2</sup> S. Babanasis, *Az ipari forradalom Görögországban 1840-1922* (La révolution industrielle en Grèce) dans Iván T. Berend-György Ránki, *gazdasági elmaradottság, kiutak és kudarcok a XIX. sz-i Európában* (Retard économique, essais et échecs dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle), Budapest, 1979, p. 423.

<sup>3</sup> Berend-Ránki, *Európa gazdasága a XIX. században* (L'économie de l'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle), Budapest, 1987, p. 607.

<sup>4</sup> Tudor Sařin, *Capitalul Strain în România* (Le capital étranger en Roumanie), București, 1947, p. 43-45.

<sup>5</sup> Milič, *Strani kapital u rudarstvu Srbije do 1918* (Capital étranger dans l'industrie minière de Serbie jusque 1918), Beograd, 1970, p. 534-539.

cette exportation et ses effets sur la modernisation économique de ces pays ayant commencé leur transformation cette époque-là.

Pour les formes, l'exportation de capitaux française avait une caractéristique général: jusqu'à la fin du siècle dernier, les placements l'ont largement emporté sur les investissements. Entre 1892-1897, la proportion des deux était 75:25. Avant la Première guerre mondiale, cette proportion s'est changée en 50:50 entre 1910-1913.

Le Balkan faisait une exception. Ici, l'appareil de l'Etat paraît plus solide que les entreprises privées. Jusque 1914, le pourcentage des fonds affectés aux emprunts d'Etat faisait 80-90 dans les pays balkaniques.<sup>6</sup> Cela correspond au fait qu'ici l'Etat jouait le rôle du moteur des premiers changements dans la modernisation économique. Ce fait n'empêche pas en soi-même le commencement de cette dernière, comme on l'avait déjà vu aux pays scandinaves ou à l'Autriche-Hongrie. Cela dépendait de la politique financière de l'Etat organisateur: qu'est ce qu'on subventionne par le budget d'Etat? A quoi servaient les emprunts très abondants dirigés vers les pays balkaniques?

Il semble que le résultat soit plutôt négatif de ce point de vue. L'utilisation improductive de ces emprunts pour la subvention de l'administration centrale et l'armée est devenue décisive. Les frais des guerres balkaniques étaient très élevés... Les dépenses du budget serbe ont augmenté de 50% entre 1910-1914, celles des budgets bulgare et grec se sont doublées; le budget roumain a dépensé presque trois fois de plus (la Roumanie était en retard parce qu'elle n'investissait dans son armée que 20% de ses emprunts précédents).<sup>7</sup> A cause du déficit des budgets, ces pays devaient demander de nouveaux emprunts dont il leur fallait payer intérêt et principal. Cela exigeait encore des emprunts improductifs.

Il est inutile de juger subjectivement l'élite dirigeante de ces pays. La pensée géographique ou ethnique n'était point un trait caractéristique du Balkan de l'époque. L'Europe entière se préparait au grand conflit, ainsi les idées du Balkan n'étaient aussi anachroniques que de nos jours.

Quels étaient les domaines où le capital français jouait un rôle positif? Il faut mentionner tout d'abord la création du système bancaire moderne effectuée par des banques françaises connues (Comptoir National d'Escompte de Paris, Société Générale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas). Les banques balkaniques n'étaient pas importantes au niveau international, mais jouaient un rôle décisif en subventionnant les développements infrastructureux de la région. Chacun des quatre pays faisait construire son réseau ferroviaire. Des sociétés françaises ont construit

---

<sup>6</sup> Histoire économique... p. 226-227.

<sup>7</sup> Ernő Raffay, *A vajdaságotól a birodalomig. Az újkori Románia története (Des voivodats à l'empire. L'histoire de la Roumanie moderne)*, Szeged, 1989, p. 210.

les deux grands ports bulgares, Varna et Burgas.<sup>8</sup> Le capital français a commencé à pénétrer dans certains secteurs industriels comme l'industrie minière serbe, l'industrie électrique bulgare et roumaine, l'industrie du gaz roumaine, mais ce n'était décisif ni au point de vue de l'influence française ni au point de vue de l'industrialisation de ces pays.

Avant de terminer, il faut encore mentionner un élément très important. Cette forte pénétration du capital français dans le Balkan n'était point liée à un commerce pareil; le plus grand exporteur de capitaux était un partenaire commercial de seconde rang. Pour le commerce extérieur français, le Balkan restait négligeable; la France n'avait pas besoin des produits agricoles de ces pays. Ce phénomène attirait de gros problèmes après la Première guerre mondiale; alors, l'hégémonie provisoire militaire et politique de la France ne pouvait pas se baser sur des liens économiques. Ainsi la France a „perdu” cette région, face à l'Allemagne nazie.<sup>9</sup>

---

<sup>8</sup> Siméon Damianov, Les placements français en Bulgarie 1878-1940 dans *La position internationale de la France. Aspects économiques et financiers. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles* éd. par M. Lévi-Leboyer, Paris, 1977, p. 322-330.

<sup>9</sup> Gy. Ránki, *Hitel vagy piac (Crédit ou marché) dans Mozgásterek és kényszerpályák (Espaces d'action et voies contraintes)*, Budapest, 1983, p. 341-385.